



PROJET QBC « QUEL EST LE BUDGET DE MA COMMUNE ? »

CONTEXTE

La collecte de données par le Fonds de Développement Local (FDL) au niveau des communes des régions de Boeny et de DIANA a conclu à la faiblesse des indices de gouvernance locale (IGL) et de comptabilité et gestion financière (CGF). Ces données officielles confirment les données « informelles » collectées par Transparency International-Initiative Madagascar par ses partenaires régionaux du projet « Land and Corruption 2015-2019 » sur la gestion foncière des communes. En effet, les acteurs des deux régions mettent en avant un manque de compétences à la fois des acteurs communaux et des acteurs de la société civile locale sur la transparence budgétaire communale.

Au niveau national, dans le cadre de son programme « Transparence des Informations Publiques », Transparency International-Initiative Madagascar rencontre des difficultés à obtenir des informations fiables concernant le transfert des subventions nationales aux communes dans le cadre de la loi n°2014-020 relative aux ressources des Collectivités territoriales décentralisées, aux modalités d'élections, ainsi qu'à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de leurs organes.

A l'échelon des communes, Transparency International-Initiative Madagascar, MSIS TATAO et le CCOC ont constaté que les transferts des subventions nationales sont incertains en termes de montant et de périodicité. De même, la collecte des recettes fiscales communales est insuffisante et les contributions diverses au budget ne se font pas en temps en heure, ce qui engendre un retard dans la conduite annuelle de l'exercice budgétaire communal. Les techniciens et l'équipe commune n'ont pas bénéficié de renforcement des capacités aux techniques de transparence et de suivi budgétaire. En plus, la participation citoyenne au budget s'arrête le plus souvent à l'élaboration du budget et peu de communes poursuivent leur effort de transparence en pratiquant un suivi budgétaire participatif ou le suivi citoyen de ses programmes d'exécution. De même, la transparence s'arrête souvent à l'affichage du budget sans justification. Cette technique inadaptée à la majorité de la population non formée à la lecture d'un budget et à faible niveau d'instruction n'apporte que peu d'information aux administrés sur le budget réel de leur commune.

Les acteurs de la société civile, les contribuables et les citoyens s'impliquent timidement au budget participatif. A cet effet, le suivi budgétaire et l'information des citoyens via des exercices de redevabilité et de reddition des comptes sont quasi inexistantes. L'absence de transparence budgétaire n'incite guère à un paiement régulier de redevances et taxes. Le manque de services dédiés à développer les performances économiques de la commune (communication, visibilité, mise en réseau), contribue également à un désintérêt au paiement des taxes et impôts. Ce manque de transparence augmente les risques de corruption qui causent par ailleurs une perte financière sèche pour les communes. Enfin, le manque d'ouverture de certaines communes n'incite pas à une participation. De plus le manque de vulgarisation et de communication en des termes explicites de la gestion de la commune décourage les citoyens s'intéressant à la gestion communale.

En réponse à ces besoins, Transparency International-Initiative Madagascar, à travers dudit projet, souhaite d'une part renforcer les communes à communiquer sur leur budget de manière transparente, inciter les contribuables, notamment les opérateurs économiques à s'acquitter régulièrement de leurs impôts et cotisations et d'autre part, rendre accessible le suivi budgétaire aux populations via les médias et la reddition des comptes dans un cadre local.

Objectif global

L'objectif principal du projet est qu'une gestion budgétaire transparente et inclusive aux niveaux national et local, confère aux communes ciblées des retombées économiques et améliore les conditions de vie des citoyens.

Objectifs spécifiques

- Les communes cibles augmentent le taux de recouvrement des subventions nationales grâce à leur implication dans un plaidoyer conjoint avec TI-IM, MSIS TATAO et le CCOC auprès des institutions étatiques identifiées dans l'étude PETS « Système de suivi des dépenses publiques »
- Trente journalistes se spécialisent dans l'investigation sur la transparence budgétaire et la lutte contre la corruption
- Un accompagnement régulier et multi acteurs rend l'application des budgets communaux transparente et inclusive
- La pérennisation des objectifs spécifiques 1 à 3 est assurée après la fin du projet

REALISATIONS

-Identification par appel à manifestation d'intérêt des communes, des OSC locales, acteurs économiques, des jeunes et citoyens volontaires dans la réalisation du projet (réunions, médias, affichage, ...). En tout, 16 communes sont identifiées sur l'ensemble des deux régions ;



-Lancement du concours annuel pour la presse écrite, radiophonique et télévisée 2016 : identification et valorisation des journalistes les plus compétents et motivés grâce à un concours de presse (journalistes des 2 régions et nationaux) ;

-Cérémonie de remise des prix 2016 aux journalistes méritants. Dans chaque catégorie, un prix a été remis pour l'investigation, un prix pour les jeunes journalistes et un prix pour les femmes journalistes. L'évènement a donné une grande visibilité du projet et a permis d'identifier des journalistes susceptibles de participer dans la mise en œuvre du projet. La participation des femmes journalistes a été fortement encouragée.



-Formation aux outils IBO (ITB) et PETS de MSIS TATAO et de le CCOC pour leur implication dans le plaidoyer.

-Elaboration des questionnaires d'enquêtes (IBO ou ITB) et PETS.

-Formation du personnel communal et des organisations de la société civile sur l'IBO (ITB) et PETS : en moyenne 30 personnes par commune représentant toutes les catégories d'acteurs participent à la formation et à l'enquête initiale 2016.



-Réalisation annuelle de l'IBO 2016 dans chaque commune volontaire couplée avec l'enquête initiale 2016 et de suivi (2017) du projet (en cours IBO 2016).

DEFIS

-Première activité l'analyse PETS 2016 et collecte des données auprès des institutions concernées aux niveaux national, régional et local

-Organisation des tables rondes de présentation des résultats d'enquête au niveau des deux régions et au niveau national

-Formations (1 par région) à la technique du plaidoyer à la fois pour les communes et pour les OSC

-Plaidoyers régionaux et nationaux

FINANCEMENT

Coût total du projet: 255 080 000 MGA / 72 880 € Fonds PISCCA = Projets Innovants des Société Civiles et Coalitions d'Acteurs (Ambassade de France)